Crise du Golfe, annexe V : Nous n'avons pas trouvé d'arbitre

October n°725, 16 septembre 1990 (Publication d'une interview télévisée réalisée par Ahmad Samir)

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1888>

DOI : 10.4000/ema.1888

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 1990

Pagination : 240-242

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

« Crise du Golfe, annexe V : Nous n'avons pas trouvé d'arbitre », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 3 | 1990, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1888> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1888>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Crise du Golfe, annexe V : Nous n'avons pas trouvé d'arbitre

October n°725, 16 septembre 1990 (Publication d'une interview télévisée réalisée par Ahmad Samir)

- 1 Lors d'un entretien télévisé, son Éminence le chaykh Muhammad al-Cha'rawî a donné son point de vue sur un certain nombre de questions d'actualité, notamment l'invasion du Koweït par l'Irak [...] : « Ces événements sont tout à fait regrettables mais ils prouvent l'authenticité de la cause de l'islam : la crise actuelle résulte du fait que cette nation s'est longtemps tenue éloignée de l'islam. Ce qui s'est passé est sain si on considère les événements dans une perspective religieuse.
- 2 Ce qui est surprenant, c'est que nous ayons toujours recours à l'Islam dans les moments de crise tandis que nous l'oublions dans les périodes prospères. Or Dieu, dans Sa gloire et Sa majesté, ne secourt que ceux qui, même les jours fastes, se souviennent de Lui. Peut-être les événements nous rendront-ils plus conscients et nous inciteront-ils à ne pas recourir à l'islam seulement au gré de nos besoins... [...]
- 3 Ce qui est regrettable, ce ne sont pas tant les événements en eux-mêmes que notre manière de les accueillir. Dieu a dit : « Si deux groupes de croyants se combattent, rétablissez la paix entre eux. » Dieu a donc permis que le croyant entre en conflit avec un autre croyant. Il a tenu compte des passions humaines et des circonstances particulières. Cependant, Dieu n'a jamais dénié à ceux qui se combattent leur qualité de croyants. L'intercession d'un arbitre s'avère donc nécessaire : dans le cas du conflit entre l'Irak et le Koweït, une troisième partie aurait dû intervenir en trois étapes : tout d'abord, tenter de réconcilier les adversaires : si une des deux parties bafoue la légitimité, la troisième nation doit la combattre ; si de ce combat, l'adversaire inique sort vaincu, l'islam nous commande de ne pas profiter de sa défaite pour le dominer et l'humilier mais de tenter à nouveau d'emprunter la voie de la paix pour résoudre la crise équitablement. [...]
- 4 L'intervention de la troisième nation n'a d'autre objectif que de mettre fin aux actes iniques de l'envahisseur, non de s'en déclarer l'ennemi. L'envahisseur s'incline et le vaincu se redresse, c'est alors qu'il convient de rétablir la paix entre eux. Ce qui est surprenant, c'est que nous n'avons pas trouvé de « troisième partie » pouvant jouer le

rôle d'intercesseur : cette dernière s'est en effet scindée. Certains ont pris parti pour l'un ou l'autre des adversaires, d'autres se sont abstenus, d'autres sont restés sur leurs gardes, d'autres enfin sont demeurés absents. Au sein de cette troisième partie, il reste toutefois un groupe dont je prie Dieu qu'il lui accorde la grâce de pouvoir garder une position conforme à la foi. De la position de l'Égypte, je peux déclarer sans complaisance qu'elle émane d'une foi véritable. Que les nations qui lui apportent leur appui reçoivent la bénédiction de Dieu. [...] Quant à ceux qui se réclament de l'Islam en criant qu'on l'outrage, je ne me demanderai pas qui ils sont mais s'ils suivent les dogmes et préceptes de l'Islam au point de pouvoir actuellement s'en réclamer...

- 5 Nul ne conteste que l'Irak a agressé le Koweït et que cette agression ne visait pas seulement les dirigeants mais également la population.... Si une nation étrangère prétend intervenir pour libérer un peuple de ses gouvernants alors même que ce peuple les reconnaît et leur obéit, autant dire qu'elle considère ce peuple comme assez stupide pour ne pas pouvoir lutter contre l'injustice et devoir laisser une autre nation le soin de le faire à sa place. L'Islam n'est pas venu pour détruire l'ère antéislamique, mais seulement pour y anéantir le péché... Car Dieu, dans Sa très grande gloire, n'empêche pas l'homme sensé de prendre parti pour le juste même si ce dernier est incroyant...
- 6 Quant au recours à des non musulmans, nous sommes guidés par les faits et gestes du Prophète. Quand il se dirigea vers Tâ'if pour y chercher un allié puis, n'en ayant trouvé aucun, revint à La Mecque, il demanda aide et protection à un incroyant. Al-Mut'am bin 'Aday qui, répondant à son appel, lui apporta son soutien, proclamant que Muhammad était sous sa protection et que tout ennemi du Prophète serait le sien. Les adversaires du Prophète, surpris, demandèrent à Al-Mufam : « Es-tu son protecteur ou son sujet ? » Il répondit : « Je suis son protecteur. » Ils dirent alors : « Nous acceptons la protection. » Le Prophète s'est donc mis sous la protection d'un incroyant quand les circonstances l'ont imposé. De même, quand il se trouva dépourvu d'armes, il en demanda à Safwan bin Umayya, un incroyant ; .et quand il voulut émigrer, il prit pour guide un autre incroyant, Ibn Urayqat.
- 7 Tout cela signifie que la question est fonction des circonstances. Si une troisième partie avait accompli son devoir, nous n'aurions pas eu besoin de recourir à un autre État. Nous pouvons donc rétorquer, à ceux qui désapprouvent toute « intervention d'un État incroyant dans des affaires islamiques », que, bien que musulmans, nous sommes liés au monde non musulman au sein d'organisations internationales régies par des règles que nous avons approuvées. Si, aujourd'hui, ils se réclament pompeusement de l'Islam, nous leur disons : pourquoi n'avoir pas refusé initialement de figurer au sein de ces instances ? Pourquoi y participer et en avoir accepté les règles ?
- 8 [Quant à la défense des territoires sacrés d'Arabie Saoudite], les intérêts des pays non musulmans correspondent aux nôtres en ce qui concerne le caractère illicite [de la présence irakienne au Koweït]. Ensuite, ces territoires sont considérés comme sacrés du fait d'un précepte inspiré par Dieu ou par le Prophète, qui a lui-même fait appel à la protection d'un incroyant... De plus, qui a profané ces territoires sacrés ? Celui qui considère l'Histoire s'apercevra aisément comment la sécurité de ce pays a évolué et comment le pèlerinage, de déplacement éprouvant qu'il était, est devenu quasiment un voyage d'agrément.
- 9 [Quand aux ascendances que le président Saddam Hussein revendique du côté des Quraych et de 'Ali], notre conflit avec lui ne nous autorise pas à le charger de tous les

torts. Le Prophète dit : « Les gens sont dignes de confiance quant à leurs liens de parenté ». Quand Saddam Hussein déclare qu'il descend du Prophète, nous n'avons donc rien à ajouter... Mais les seuls liens de parenté suffisent-ils ? La première obligation que de tels liens imposent à celui qui s'en réclame est assurément de donner l'exemple dans sa pratique des préceptes de l'islam.

- 10 [...] Le cri de ralliement de Saddam Hussein, revendiquant l'agression comme un moyen de mieux répartir les richesses, n'est pas la seule justification qu'il donne. Il formule chaque jour une justification nouvelle. Il a d'abord parlé de coup d'État et de gouvernement national ; ensuite il a évoqué des « droits historiques »... et voilà qu'il parle maintenant de répartition des richesses ! Après avoir mené pendant huit ans une guerre ruineuse et meurtrière, il a finalement renoncé aux « droits historiques » qu'il prétendait avoir sur l'Iran. Le motif invoqué n'est donc pas fondé. Le seul espoir qui demeure est que, ayant cédé et renoncé à ses revendications légitimes sur l'Iran, il cède et renonce à ses prétentions – illégitimes, celles-là – sur le Koweït.
- 11 En ce qui concerne la répartition des richesses, l'Irak possède celle du pétrole. Comment en a-t-il usé envers la nation islamique ? S'il en avait effectué lui-même la répartition, peut-être pourrait-il prétendre l'imposer aux autres ? De plus, les habitants du Koweït vivaient en pleine prospérité... Ce prétexte de répartition des richesses n'est qu'une manifestation d'envie. Les riches d'aujourd'hui étaient les pauvres d'hier, et Dieu, dans Sa gloire et Sa majesté, a fourni à chaque nation sa subsistance. [...]
- 12 L'islam ne protège pas le pauvre qui fait profession de sa pauvreté mais celui qui est incapable de subvenir à ses besoins, et lui octroie ce que l'État se charge de collecter auprès des gens... Cependant les deux ont été confondus et l'on a parlé de justice sociale, concept sur lequel repose le communisme ; or le communisme s'est approprié les richesses du peuple et l'a rendu exsangue tandis que les dirigeants vivaient dans l'opulence. C'est pourquoi, lorsqu'à Bruxelles on m'a parlé du communisme, j'ai répondu que c'était du brigandage. [...] Dans l'islam, l'équité consiste en ce que chacun travaille selon ses moyens et non selon ses besoins.
- 13 Le seul moyen, pour la nation arabe et islamique, de sortir de l'impasse et d'échapper à la catastrophe est que tous, nous invoquions Dieu avec ferveur.